RAPPORT NUMAD 2017 : COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

UNE COHABITATION PAISIBLE ENTRE DIFFÉRENTES IDENTITÉS POUR LE MONDE DE DEMAIN

Conflits armés, politiques, idéologiques, sociaux : épargnons les affrontements d'aujourd'hui aux générations futures !

Problématiques :

La reconnaissance internationale des revendications identitaires à l'échelle infra- et supra-étatique contribuerait-elle à réduire les causes de conflit ?

Présidentes : Clotilde RIVIER et Julie ZEMMOUCHE

INTRODUCTION

Depuis quelques décennies, la mondialisation est un phénomène qui s'accélère et conditionne profondément la nature des relations sociales. À la recherche d'une interconnexion plus ample entre les différentes régions du monde, les échanges culturels, idéologiques, n'ont jamais eu une si grande portée. On pourrait être poussé à croire que ce phénomène, qui met en contact des peuples, porte à la tolérance et au respect de l'autre (culturellement, ethniquement, religieusement…). D'autant plus que l'existence d'organismes internationaux (OMC, FMI,… et surtout ONU), créés juste après la Seconde Guerre mondiale, avec pour objectifs la paix et la prospérité mondiale, devrait favoriser cette idée d'un monde ouvert et tolérant.

Et pourtant, la réalité est toute autre. Partout, on assiste à un certain repli identitaire, lorsque des communautés aux identités ethniques, nationales, religieuses ou culturelles marquées se referment sur elles-mêmes, et entrent en conflit avec d'autres communautés. Ce repli identitaire peut prendre des formes extrêmement variées qui nécessite de bien prendre la mesure de la diversité des facteurs comme des conséquences d'un tel phénomène.

Pour le NUMAD 2017, la commission des droits de l'homme devra donc proposer des pistes pour lutter contre les effets de ce repli identitaire et obtenir une cohabitation paisible des différentes identités. Elle cherchera à apaiser, désamorcer les conflits identitaires en proposant des solutions à long terme fondées sur des normes internationales et des accords entre les pays tout en respectant la souveraineté des Etats.

I. La prolifération des conflits identitaires

En 2012, l'ONU comptait 192 Etats. Or les prévisions indiquent que le monde de demain devrait en connaître 250, voire 300. La tendance actuelle est donc à l'éclatement des Etats et à l'apparition de nouveaux Etats (le Kosovo, le Soudan du Sud… demain le Kurdistan, la Catalogne, l'Ecosse, etc.), un phénomène qui n'est donc pas prêt de s'arrêter.

Aujourd'hui plus de 90% des conflits actuels sont des conflits intra-étatiques (à l'intérieur d'un Etat, généralement entre différentes communautés). Les revendications des minorités sont en effet sources de tensions et débouchent souvent sur des crises particulièrement aigues.

1. Identités nationales et indépendantismes

A l'extrême, certaines de ces communautés revendiquent leur indépendance en fonction de traits identitaires différents, qu'il s'agisse d'une origine historique, d'une religion ou d'une langue différentes de celles de la nation dominante. Ces communautés, au sein d'un territoire plus ou moins délimité, mettent en avant leur identité propre, distincte de l'identité nationale.

Si en temps normal cette affirmation identitaire se traduit par de simples revendications culturelles pouvant déboucher sur des traitements de faveurs (privilèges sur les impôts, lois qui ne s'appliquent qu'à cette région…), en période de crise, qu'elle soit politique, économique, ou autre, le repli identitaire prend des formes plus radicales. On en vient à penser que les problèmes viennent du reste du pays et que, l'indépendance serait synonyme de mieux-être.

D'où l'apparition de mouvements d'indépendance, comme au Tibet, en Écosse, ou encore en Catalogne, le cas que nous allons étudier maintenant.

Cette région d'Espagne a sa propre langue, ses propres coutumes et sa propre législation depuis le Moyen Âge. Cependant, elle fait partie du royaume d'Espagne depuis que celui-ci existe, puisque c'est l'union des royaumes de Castille et d'Aragon à la fin du XV^{e} s. qui constitue l'acte de naissance de ce nouvel Etat. Cependant, depuis la fin du XIX^{e} siècle, le retard industriel et les crises politique et économique de l'Espagne, alors que la Catalogne était pratiquement la seule région industrialisée et plus ou moins stable économiquement, ont conduit à l'émergence et au développement de courants indépendantistes de plus en plus virulents. La Catalogne représente aujourd'hui près de 20 % du PIB national, et pour les indépendantistes, le maintien dans l'Espagne est un obstacle à leur développement économique. Ils veulent ainsi substituer l'identité catalane à l'identité espagnole.

Cependant les conséquences d'une indépendance seraient néfastes autant pour l'Espagne que pour la Catalogne. Certains experts ont calculé que celle-ci perdrait environ 25 % de son PIB et que le niveau de vie de ses habitants se déteriorerait notablement si elle ne pouvait plus rester au sein de

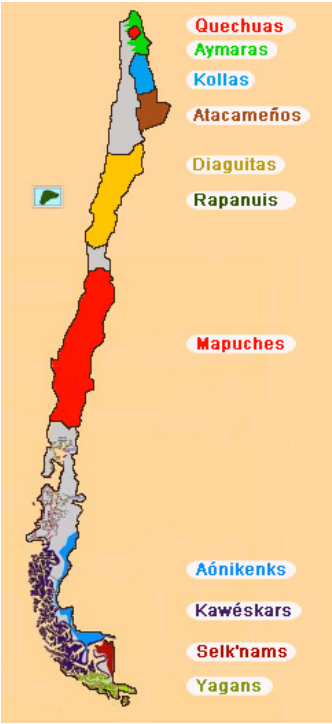
l'Union européenne. L'Espagne se retrouverait aussi en très mauvaise posture, et certains calculs indiquent qu'elle passerait de la 5e à la 14e puissance économique en Europe.

2. Les ethnies et leurs revendications

La nation est une idée abstraite qui suppose de s'identifier à une communauté bien plus large que son groupe d'appartenance immédiat (la famille, la tribu, les habitants de la région). Elle est une construction qui prend corps au XIXe siècle, avec l'entrée progressive des masses dans la sphère publique, et qui s'appuie sur un certain nombre de transformations : la révolution des transports, l'urbanisation, la diffusion d'une langue « nationale », le suffrage universel et la publicité des débats parlementaires, la généralisation de l'instruction primaire et la diffusion d'une presse à grand tirage, etc. L'Etat nation moderne invente par conséquent une identité nationale unificatrice qui se nourrit d'éléments prélevés dans le substrat culturel supposé de la nation : langue, religion, traditions, histoire glorieuse, génie propre donnent forme à cet imaginaire national. Le nationalisme est d'abord une idée intellectuelle qui se propage des élites jusqu'aux masses. Elle peut émerger au sein d'un Etat existant (la Grande Nation sous la Révolution française) ou précéder sa construction politique (l'unité allemande ou italienne, la lutte pour l'indépendance des peuples balkaniques). Au XXe s., l'Etat nation devient le modèle politique quasi exclusif, et s'impose partout lorsque disparaissent les empires multinationaux après la Première Guerre mondiale ou après la décolonisation.

La construction des identités nationales ne se fait donc pas au même rythme partout dans le monde et dépend de facteurs qui peuvent rendre ces identités plus ou moins fragiles. En particulier dans les Etats d'Afrique ou du Moyen Orient issus des empires coloniaux, les frontières artificiellement tracées peuvent avoir réunies ou séparées des communautés qui ne l'avaient pas choisi. Les forces centrifuges jouent alors aussi bien aux niveaux infra-étatique, lorsque deux ou plusieurs ethnies s'affrontent pour le contrôle du pouvoir central ou le partage du territoire, que supra-étatique, lorsque une même communauté est éclatée entre plusieurs Etats (par exemple les Kurdes au Moyen Orient).

L'ethnie est un groupe de personnes possédant une structure commune et stable au niveau culturel (même langue par exemple), social, économique. On dit actuellement que la population mondiale est formée de nombreuses ethnies, et non de races. Pour commencer, on peut distinguer les différentes ethnies en fonction de leur localisation géographique. Mais d'une part celles-ci coexistent souvent partiellement sur un même territoire ; d'autre part, si elles sont considérées comme équivalentes aux yeux des anthropologues, elles ne sont pas forcément perçues de cette façon par le groupe dominant et les élites politiques qui en sont généralement issues. En Amérique du Sud par exemple, des ethnies précoloniales ont dû faire face à l'arrivée des colons. Et même si, aujourd'hui, l'acculturation de ces populations les a transformé en profondeur, elles contribuent encore à donner une image de ces pays d'une grande diversité.



Carte du Chili avec les différentes communautés représentées et la région qui leur est associée

Au Chili par exemple, plusieurs ethnies sont présentes selon l'espace géographique, telles que les Aymaras, les Rapa Nui, les Atacameños ou les Mapuches, entre autres. Bien que regroupant plusieurs milliers de personnes, ces communautés représentent une minorité de la population chilienne qui est en effet constituée de 52 % de blancs d'origine européenne, 44 % de métis, et seulement 4 % d'Amérindiens. Le fait que ces ethnies soient si nombreuses mais pourtant minoritaires est problématique. En effet, les Mapuches, par exemple, forment une communauté d'environ 600 000 personnes au Chili, minoritaire certes, mais pas pour autant négligeable.

Or, ces populations ne se considèrent pas incluses dans un système institutionnel national très centralisé. Les politiques gouvernementales sont peu attentives à ces communautés minoritaires, situées dans des espaces géographiques périphériques et situés dans des régions hostiles (sécheresse, froid, vents forts…) donc peu exploitables et bien souvent très pauvres.

Le pacte social, qui en principe réunit tous les membres de la communauté nationale, est ainsi remis en cause par l'Etat lui-même. Le gouvernement inclut sûrement la majorité de la population chilienne, mais pas la totalité.

Par conséquent, ces ethnies exclues du système national ne ressentent aucun devoir civique et moral envers leur gouvernement et ne se soumettent donc pas aux lois. Leurs revendications sont étouffées, ils ont alors recours à la violence. Mais comme les troubles qui en résultent se déroulent dans des régions éloignées de la capitale, ils n'ont pas une importante répercussion sociale. Une de leurs revendications majeures est qu'on leur rende leurs terres. En effet, avec la colonisation, les terres des Mapuches leur ont été volées et ont été données aux colons. Ils demandent aujourd'hui qu'elles leur soient restituées, à eux les propriétaires originels. Résultat : les Mapuches s'étant lassés de l'indifférence du gouvernement, ont exprimé leur mécontentement à travers, notamment, des attentats.

Quelle est alors la solution pour éviter ces conflits ethniques au sein d'un pays ? Ignorer et exclure les minorités est-elle une solution à long terme pour le monde de demain ? Faudrait-il les inclure ? Et comment ?

II. Identités culturelles et radicalisation politique

Les conflits identitaires les plus voyants n'ont pourtant pas comme cadre privilégié les Etats et, à l'heure de la mondialisation, se déploient à l'échelle internationale. Les inégalités de richesse et de niveau de vie entre pays du Nord et pays du Sud (même s'il s'agit aujourd'hui d'une limite très contestée) nourrissent là encore la frustration et donc des conflits de plus en plus exacerbés.

Les pays du Nord, plus attractifs, sont la destination de migrants en quête d'un meilleur niveau de vie et d'un environnement plus sûr. Ce phénomène, combiné avec une mondialisation homogénéisatrice qui a ainsi tendance à gommer les marqueurs identitaires, a donné la sensation à un grand nombre de personnes que les migrants « envahissaient » le pays et mettaient en danger la « culture originelle » du pays d'accueil, provoquant une crispation sur l'identité française, autrichienne, américaine ou autre… Cette réaction conduit à se replier derrière ses frontières et à mettre en avant une identité nationale davantage homogène et exclusive.

Très classiquement, cette tendance au repli s'est fortement accentuée à partir de la crise économique de 2008. Le mal-être s'est donc accompagné de la recherche de boucs-émissaires, en tout point opposés à une « identité » fantasmée. Ainsi, les migrants sont accusés de venir « voler » le travail des habitants de ces pays, ou soupçonnés de vouloir usurper l'identité nationale. Ce repli identitaire favorise l'émergence ou la montée de mouvements politiques populistes qui se radicalisent de plus en plus et donnent une nouvelle légitimité à ces discours de haine. Nous avons ainsi le Front National en France, Donald Trump aux États-Unis, le FPÖ en Autriche, ou simplement des évènements comme le Brexit, entre autres. Les programmes de ces partis se ressemblent souvent, à quelques différences près : fermeture des frontières, exclusion des migrants (les critères de définition des migrants ne sont souvent pas très clairs), isolationnisme économique et politique…

Donald Trump a été élu le 8 novembre 2016 45e président des Etats-Unis, et succède ainsi à Barak Obama. Dans son programme présidentiel, il était question de « suspendre l'immigration en provenance de régions enclines au terrorisme » et de mettre en place des « contrôles extrêmes aux frontières ». Il avait ainsi l'intention de faire construire un mur le long de la frontière mexicaine pour « endiguer » l'immigration, affirmant de plus qu'il serait entièrement financé par le Mexique. Il veut aussi expulser plus de 11 millions d'immigrants clandestins.

Il y a quelques mois, le Brexit nous a aussi montré comment le besoin des populations d'une protection accrue de la part de l'Etat avait pu se traduire par un repli identitaire et la montée du nationalisme. Ces replis identitaires et le populisme qui en est l'expression créent des tensions au sein des pays. Plus concrètement, ils accentuent l'exclusion des migrants qui, en réponse à cette exclusion, peuvent éventuellement se replier sur leur communauté – ce que certains dénoncent sous le terme de communautarisme. Paradoxalement, c'est parce que le monde est chaque jour davantage interconnecté que les frontières se renforcent. Face à la mondialisation, certaines populations se sentent menacées et décident de faire face à cette situation d'insécurité en se refermant sur elles-mêmes. Pourquoi, par exemple, certains pays renoncent-ils au projet de construire une Europe supranationale ? L'Union européenne n'avait-elle pas pour objectif originel de « former une Europe des démocraties pour lutter contre le fascisme et le nationalisme » comme le rappelait Erri De Luca, écrivain, poète et traducteur italien. Pour Julia Kristeva, écrivain et psychanalyste, « l'identité nationale est un antidépresseur qu'il faut prendre au sérieux, car il ne faut pas le pousser à l'extrême, comme tous les antidépresseurs. Il peut devenir maniaque et conduire à la guerre contre les autres et à l'intégrisme religieux, mais c'est une dimension absolument nécessaire de l'identité personnelle et des identités collectives ». Quelles formes d'identités nationales l'Europe, par exemple, devrait-elle favoriser et offrir en exemple au reste du monde ?

Affiche du parti UKIP en faveur du Brexit, 2016

Une étude chinoise datant de 2006 a montré que la prospérité d'un pays dépend principalement de son ouverture économique. S'isoler, ou fermer ses frontières serait-elle donc une mauvaise idée ? Nous sommes en effet à une époque où les enjeux sont de plus en plus internationaux et où la participation de chaque pays devient plus importante et capitale. Si certains pays se referment et refusent de collaborer ou de participer aux échanges, les effets négatifs se feront ressentir pour eux-mêmes comme pour le reste du monde.

III. Identités religieuses et pseudo « choc des civilisations »

Le repli identitaire religieux a fait de nombreux ravages tout au long de l'histoire : croisades, inquisition, persécution des juifs, guerres de religion entre polythéistes et monothéistes, entre musulmans et chrétiens, entre protestants et catholiques, et la liste est longue…

Cependant, il s'agit souvent de conflits identitaires instrumentalisés. Nous avons vu que le nationalisme était une invention des élites. Pour atteindre leurs objectifs, et embrigader le peuple, la religion est un marqueur identitaire utile pour qui veut rassembler autour de lui. Prenons l'exemple des anglicans : leur scission avec l'Eglise de Rome était un simple prétexte pour ne pas dépendre de l'autorité du pape. Le fait qu'en plus le roi soit le chef de cette Eglise montre bien qu'il s'agissait d'un jeu de pouvoir politique et non pas tellement de convictions religieuses. Mais la dimension métaphysique de ces identités ne les rend que plus enclines à la radicalisation et aux fanatismes, et donc au repli identitaire. Nous étudierons en particulier le repli identitaire parmi les musulmans qui, ces dernières années, a occupé le devant de la scène et se pose en principale menace aux yeux de nos contemporains, au point où beaucoup finissent par tomber dans le piège tendu par ces « fous de dieu » et amalgament terrorisme, islamisme (radical) et Islam.

- **L'islamisme**

Durant le siècle écoulé, le monde musulman, et tout particulièrement le Moyen Orient arabe, a représenté un enjeu géopolitique qui en a fait un espace de conflits particulièrement déstabilisant pour les populations locales. Suite à la chute de l'empire ottoman, puis à la décolonisation, les mouvements nationalistes, y compris sous la forme du panarabisme, ont tenté de récupérer ce qu'ils disaient avoir perdu : une identité propre… et échouèrent. Peut-être, cet échec était-il en partie dû à un trop grand décalage entre les élites et le reste de la société, ou, dans le cas du panarabisme, parce que l'identité revendiquée n'était pas réellement définie. Le nationalisme arabe posait en particulier la question de la place de l'islam dans la définition de l'identité arabe, ou égyptienne, irakienne, algérienne, etc. Or, tous les arabes ne sont pas musulmans (environ 10 % sont chrétiens) et la grande majorité des musulmans ne sont pas arabes (les communautés musulmanes les plus importantes se trouvent en Indonésie, au Pakistan et… en Inde).

La couverture du 10 juillet 2013 de *Charlie Hebdo*…un journal islamophobe ?

Or si l'identité nationale est une invention intellectuelle, l'identité religieuse, elle, est très forte chez le peuple. Et pour faire face à une culture occidentale « envahissante » qui en raison d'un développement inégal, de la domination des pays du Nord et d'une mondialisation qui tend à imposer les normes de la culture occidentale, la religion apparaît progressivement, dans les années 1970, comme le principal marqueur identitaire et instrument de résistance à l'occidentalisation. Aux yeux de certains, l'Islam devient un projet politique, et l'islamisme, ce courant politique moderne qui prétend revenir aux premiers temps de l'Islam, s'installe durablement dans le paysage politique.

Si l'islamisme se radicalise progressivement, c'est d'abord parce que les pouvoirs en place lui opposent une répression

implacable, avec la bénédiction aussi bien des puissances occidentales que de l'Union soviétique au temps de la Guerre froide. Les islamistes ont en effet d'abord pour cible les régimes impies, hérités du nationalisme arabe, qui oppriment les peuples jusqu'au « printemps arabe » de 2011, et ce n'est que dans un second temps qu'ils s'attaquent aux symboles de « l'Occident », comme le World Trade Center et le Pentagone lors des attaques terroristes du 11 septembre 2001. Ainsi, l'islamisme radical s'est manifesté de plusieurs manières, et a aussi été instrumentalisé par certains Etats ou groupes dirigeants pour imposer une identité transnationale de substitution face à l'Occident et aux modèles nationalistes traditionnels. Ainsi nous retiendrons deux exemples représentatifs : la guerre civile au Liban (beaucoup de conflits entre Arabes sont en outre des guerres civiles) et le terrorisme international.

- **La guerre civilise libanaise**

Nous noterons que tous les Libanais sont en effet des Arabes et on ne peut trouver aucune origine ethnique dans leurs affrontements. Mais le pays est né de la volonté de la France de renforcer son influence sur une partie de la région, rendant artificiel tout sentiment nationaliste libanais. Lors de son indépendance, les identités les plus notables étaient les identités religieuses. La nation a donc été structurée, quand elle est devenue un État indépendant, sur un pacte confessionnel qui répartissait les charges publiques entre les différentes communautés religieuses, en sorte que l'acquisition et l'exercice de la nationalité libanaise se faisaient nécessairement par la médiation d'une communauté religieuse. Les affrontements pour le contrôle de l'Etat ont alors été essentiellement des affrontements entre communautés religieuses, et, durant la guerre du Liban (1975-1990), ils ont fait 250.000 morts.

Ce conflit, aujourd'hui résolu, est un exemple pour comprendre les nombreuses guerres civiles arabes, causées en partie ou totalement par des conflits identitaires religieux, dont les conséquences sont de plus en plus graves et pourraient empirer dans les années à venir.

- **Le terrorisme international**

Le deuxième cas est celui de ces mouvements djihadistes qui s'opposent frontalement au modèle occidental et propose un programme de réislamisation des sociétés musulmanes avant d'être un projet de domination de l'Islam sur le monde. Les noms ou slogans des groupes terroristes le prouvent bien : Boko Haram signifie « livre interdit » car le livre serait une invention occidentale perverse qui empêche de vivre la sharia ; Daesh a justifié ses attentats à Paris par la nécessité de punir la civilisation occidentale considérée comme hérétique. En effet, la religion, qui permet de considérer des ennemis (impies, hérétiques…), a pu facilement placer les occidentaux dans cette position. Et elle est notamment plus sujette à entraîner le fanatisme et à faciliter l'embrigadement. Ainsi des groupes islamistes radicaux aux idéologies millénaristes, enrôlent les jeunes en perdition et les exclus des sociétés occidentales.

Premières de couverture de la revue de propagande de Daesh, qui tour à tour discréditent les hommes politiques occidentaux, comparent les lois d'Allah et les lois humaines, et tentent de justifier la terreur.

Ici, un autre facteur est important à prendre en compte. Les Européens issus de l'immigration en provenance des pays arabes se sentent souvent exclus des sociétés dans lesquelles ils vivent, parfois depuis déjà plusieurs générations. Ceux-là habitent dans les banlieues ou quartiers défavorisés, sont difficilement intégrés dans le système scolaire, et ne peuvent, sauf quelques rares exceptions, gravir l'échelle sociale. Tout cela, causé par le repli identitaire culturel comme nous l'avons vu précédemment, ne les pousse pas à essayer de s'intégrer et même les en empêche. Et face à cette exclusion, ils se replient sur leur identité arabe, et, par extension, islamique. Ce repli peut ensuite prendre une forme plus radicale, et pousse des jeunes à aller faire le djihad, qui se termine le plus souvent en de nouvelles recrues de Daesh pour de futurs attentats. Ainsi, depuis 2000, le nombre de décès dus à l'extrémisme violent et au terrorisme a décuplé - de 3 329 victimes en 2000 à 32 685 en 2014 et rien qu'au cours des premiers mois de 2016, plus de 200 attaques terroristes ont fait plus de 2 500 victimes, très majoritairement… dans le monde musulman. Et le bilan ne cesse de s'alourdir.

Attention, nombreux sont aussi les jeunes Français convertis qui se radicalisent. Ceci s'explique par un sentiment d'exclusion aussi, un sentiment de manque d'appartenance aux sociétés occidentales et par une idéalisation du changement.

SOLUTIONS POSSIBLES

Pour lutter contre ces tendances au repli identitaire et à l'exclusion sociale d'une partie de la population dans un grand nombre de pays, il faut chercher à faire coexister différentes identités au sein d'une même nation, d'un même système politique. Il faut alors se pencher sur les sociétés les plus hétérogènes, c'est-à-dire celles qui contiennent le plus de minorités. Il faut viser une politique d'intégration, qui passe par la tolérance et donc l'acceptation des différentes cultures, religions, modes de vie et de pensée, à partir du moment où ceux-ci respectent les libertés et droits de l'homme. Parallèlement, un des objectifs pour lutter contre le repli sur soi de certaines communautés est de rechercher la cohésion nationale, l'intégration de tous au sein d'une même nation… sans pour autant que cette unité se construise contre l'étranger, à l'extérieur des frontières.

Pour trouver de possibles solutions, les délégués devront s'interroger sur le concept de frontière : un pays devrait-il être synonyme de culture, ethnie, idéologie, religion unique ou bien serait-il un lieu où peuvent cohabiter plusieurs identités dans une identité plus large ? Faut-il encourager la diversité, le multiculturalisme, et reconnaître l'identité de certains groupes au sein de la nation en pratiquant notamment une politique de discrimination positive ? Ou faut-il plutôt privilégier l'unité de la nation à travers l'égalité de ses citoyens, quitte à vouloir cacher toute marque de différence ? On voit bien là l'opposition de deux modèles, le modèle anglo-saxon multiculturaliste et le modèle républicain à la française.

Mais n'est-ce pas là plutôt l'affaire des Etats ? En tant que délégué des Nations Unies, la question est plutôt la suivante : au-delà de la garantie des libertés individuelles, du respect des droits de l'homme et de la protection des minorités, le droit international peut-il édicter des normes en matière de reconnaissance des identités infra- et supra-nationales ? Le « droit à la différence » peut-il représenter à long terme une voie de sortie pour réduire les conflits identitaires à différentes échelles, sans provoquer en réaction une crispation des Etats qui y verraient une atteinte à leur souveraineté ? Et si oui, faut-il accorder une certaine forme de représentativité et donc de

reconnaissance internationale à ces groupes et communautés dont il faudra alors évaluer la légitimité ? En fonction de quels critères pourra-t-on dire que tel ou tel revendication identitaire est légitime ? Peut-être la solution sera-t-elle de faire abstraction des conflits présents pour se projeter trente ans en avant et imaginer un monde à la fois plus hybride et plus enraciné, où chacun d'entre nous devra combiner des statuts identitaires multiples. Le rôle des Nations Unies n'est-il pas d'aider à la transition vers un tel monde ?

BIBLIOGRAPHIE ET SITOGRAPHIE

http://www.undp.org/content/undp/fr/home/blog/2016/4/7/Conjurer-l-extr-misme-violent-tout-en-s-curisant-nos-soci-t-s.html

http://www.forum-scpo.com/relations-internationales-geopolitique-mondialisation/conflits-armes-internes-ethnique-religieux-nationalisme.htm

https://www.franceculture.fr/geopolitique/apres-le-brexit-paroles-d-intellectuels#

https://reporterre.net/Au-Chili-la-lutte-des-Indiens-Mapuches-pour-recuperer-leurs-terres

http://nawaat.org/portail/2005/02/03/malaise-social-islamisme-et-replis-identitaires-dans-le-monde-arabe/

http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001282/128283f.pdf

http://latinosusa.blog.lemonde.fr/

http://blog.lefigaro.fr/rioufol/2016/06/derriere-le-brexit-la-preferen.html

http://www.un.org/fr/index.html

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/conflits-ethniques-et-fonciers-principales-causes-des-violences-au-nigeria_853989.html

https://classe-internationale.com/2016/01/20/burundi-lonu-craint-que-la-situation-degenere-en-conflit-ethnique/

http://www.memoriachilena.cl/602/w3-article-781.html

http://www.historiacultural.com/2012/03/cultura-mapuche-araucano.html